



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service administratif régional - SAR
Cour d'appel de Saint-Denis de
La Réunion**

**Entretien des espaces verts
des juridictions du département de La Réunion**

CCTP

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Numéro de consultation : [2026-01-ESPVERT-RUN](#)

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Tables des matières

Article 1 -PREAMBULE – OBJET DU MARCHÉ	3
Article 2 - LOTS n° 1, 2 & 3 : ENTRETIEN DES ESPACES VERTS.....	4
2.1 COORDONNÉES DES SITES ET PLACES D'INTERVENTION POSSIBLES	5
2.2 PRESTATIONS ATTENDUES	5
2.2.1. Prestations forfaitaires	5
2.2.2. Fréquence des prestations forfaitaires	8
2.2.3. Gestion des déchets.....	11
2.2.4. Prestations hors forfait	11
2.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
2.3.1. Travaux suite aux intempéries.....	12
2.3.2. Service minimum	12
2.3.3. Obligation d'alerte	12
2.4 MOYENS DU TITULAIRE	12
2.4.1. Le personnel du titulaire	12
2.4.2. Les produits	14
2.4.3. Les matériels, l'outillage	15
2.5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
2.5.1. Prise en charge en début de marché.....	15
2.5.2. Horaires.....	17
2.5.3. Sécurité	17
Article 3 -LOT n° 4 : ELAGAGE / ENTRETIEN DES ARBRES.....	18
3.1 COORDONNÉES DES SITES CONCERNÉS	18
3.2 PRESTATIONS ATTENDUES	18
3.2.1. Prestation annuelle d'élagage.....	18
3.2.2. Prestations aléatoires sur bon de commande	19
3.2.3. Gestion des déchets.....	21
3.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	21
3.3.1. Obligation d'alerte	21
3.3.2. Prévention des dommages	21
3.4 MOYENS DU TITULAIRE	22
3.4.1. Le personnel	22
3.4.2. Les produits	23
3.4.3. Les matériels, l'outillage	24
3.5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	24
3.5.1. Prise en charge en début de marché.....	24
3.5.2.Sécurité	25
Article 4 -CRITERES DE QUALITE & CONTROLE DES PRESTATIONS	26
4.1 Auto-contrôle.....	26
4.2 Contrôle contradictoire	26

ARTICLE 1 - PREAMBULE – OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet d'assurer l'entretien des espaces verts des juridictions judiciaires du département de La Réunion : la cour d'appel de Saint-Denis, le palais de Justice de Saint-Denis et le palais de Justice de Saint-Pierre.

La gestion des espaces verts a des impacts non négligeables sur l'environnement (production de déchets, utilisation de produits phytosanitaires, pollution des sols, consommation d'eau ...), sur le plan social (qualité et cadre de vie, santé, ...), sur l'économie (réduction de la ressource en eau, rationalisation des coûts, valorisation des déchets verts, ...).

Depuis plusieurs années, les pratiques de gestion des espaces verts évoluent. Elles visent aujourd'hui à concilier la préservation de la nature en ville et le respect accru de notre environnement, en minimisant l'usage de pratiques, de produits ou matériels qui génèrent des impacts sur l'environnement ainsi qu'en adaptant le rythme des interventions.

Le marché a pour objectif commun aux trois premiers lots l'entretien, le maintien en bon état des pelouses, zones végétalisées, piétonnes et parkings, et l'obtention d'un espace paysager agréable à l'œil. Ces prestations doivent être réalisés dans le respect de la réglementation avec comme objectif la préservation de la nature en ville.

Le quatrième lot est dédié à la gestion des arbres présents sur les espaces verts des juridictions.

Le marché est assorti d'une **obligation de résultat**.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Outre les moyens minimaux décrits au présent document, le marché impose également au titulaire de veiller à la qualité des prestations exécutées, au respect des plannings, délais prévus ou des coûts, à la rigueur et à la qualification des personnels affectés à la réalisation des prestations.

Afin de garantir les résultats fixés au présent document, le titulaire met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité des juridictions et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de sa mission.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP, ou tous les documents qui y sont cités, ne sont que des moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière. Les moyens décrits dans le présent marché ne sont donc pas limitatifs.

Le titulaire apporte toute solution aux insuffisances constatées dans les délais fixés par le responsable de site. D'une manière générale, le titulaire garantit à l'administration :

- la satisfaction du personnel et du public par la qualité de service et les conditions de sécurité
- le déploiement des moyens maximaux pour empêcher ou réduire toute action visant la sécurité des personnes et des biens

Cette obligation de résultats est levée en cas de catastrophe naturelle, où un état des lieux contradictoire sera établi.

Il tient également compte de la législation en vigueur concernant son domaine d'activités. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Il respecte le confort des usagers du site et du voisinage immédiat, notamment concernant les nuisances physiques, chimiques ou sonores qu'il pourrait occasionner dans le cadre de ses prestations.

Le titulaire est réputé, notamment par la visite obligatoire préalable à la remise de son offre, avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des espaces verts et de leurs éventuelles contraintes
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments

Le titulaire ne peut pas opposer la méconnaissance ou l'insuffisance d'informations pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité sur l'ensemble des espaces, dans le cadre défini par la présente consultation.

Ce document est commun à l'ensemble des lots.

ARTICLE 2 - LOTS N° 1, 2 & 3 : ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

SPECIFICITES CONCERNANT LES LOTS n°1, 2 et 3 :

Ces lots, sont strictement réservés à des entreprises adaptées (E.A.) mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée à 50 % de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

2.1 COORDONNÉES DES SITES ET PLAGES D'INTERVENTION POSSIBLES

Le temps nécessaire à la gestion des zones à entretenir est évalué par le titulaire lors de la visite obligatoire avant la remise de l'offre.

Les plages horaires d'intervention possibles sont les suivantes :

	Site	Adresse	Horaires d'intervention possibles
Lot n°1 (réservé)	Cour d'appel de Saint-Denis	166, rue Juliette Dodu - CS61035 97404 Saint-Denis cedex dg.ca-st-denis-de-la-reunion@justice.fr	Les lundi et jeudi matins, à partir de 7h00
Lot n°2 (réservé)	Palais de Justice de Saint-Denis	5, avenue André Malraux Champ Fleuri - CS81027 97495 Sainte Clotilde cedex dg1.tj-st-denis-reunion@justice.fr	Du lundi au vendredi, le matin (A définir avec le responsable de site)
Lot n°3 (réservé)	Palais de Justice de Saint-Pierre	28, rue Archambaud - CS70040 97410 Saint-Pierre dg.tj-st-pierre-de-la-reunion@justice.fr	Du lundi au vendredi, le matin (A définir avec le responsable de site)

2.2 PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues pour les trois premiers lots sont détaillées ci-après. Leur contenu est identique quelle que soit la juridiction concernée.

2.2.1. PRESTATIONS FORFAITAIRES

Dans le cadre de leur mise en œuvre, le titulaire réalise :

- Le nettoyage complet des espaces et de leurs abords, les salissures éventuelles, ainsi que l'évacuation des déchets après chaque intervention
- La fourniture, le transport et stockage des produits, matériaux et matériels nécessaires aux opérations du marché
- La signalisation des périmètres de prestations et la protection des intervenants
- Un projet d'aménagement paysager, sur chacun des sites, pendant toute la durée du marché.

NETTOYAGE DES ESPACES EXTERIEURS	
Maintien de la propreté sur les pelouses, massifs et surfaces non plantées	<p>Pelouses débarrassées de toute végétation adventive.</p> <p>Nettoyage des voies de circulation, accès piétonniers, cours, aires gravillonnées, terrasses, pelouses, aires de stationnement, fossés, abords des bâtiments, caniveaux, grilles, tampons de visites, ... avec une attention particulière pour les déchets / débris pouvant obstruer les évacuations, grilles, caniveaux, ... ou gêner la bonne fermeture des portails ;</p> <p>Réalisation avec un matériel adapté (balais, râteau, souffleur, ...) ; Comprend le ramassage des déchets (papiers, cartons, plastiques, débris divers, ...), des feuilles mortes, l'élimination (arrachage ou destruction) de la végétation sur les surfaces minérales, chemins et bordures de trottoirs, le long des bâtiments.</p>
Nettoyage des zones impactées par les projections de la tonte	<p>Voies de circulation, caniveaux, parkings, trottoirs des espaces publics...</p> <p>Les résidus de tonte sont ramassés puis revalorisés sur le site.</p>
Ratissage des espaces gravillonnés	Permet d'aplanir les gravillons dans les zones soumises aux passages répétés, de conserver l'espace dans un état propre et soigné.
ENTRETIEN DES PELOUSES	
Tonte	<p>Effectuée avec un matériel adapté à la surface, appartenant au titulaire, la tonte sera effectuée avec des lames ou fils en parfait état, affûtés aussi souvent que nécessaire ;</p> <p>Coupe franche, constituant un tapis régulier et homogène, de préférence réalisée sur terrain sec ;</p> <p>Une attention particulière sera portée sur les véhicules garés à proximité des lieux d'intervention, soumis au risque de projection lors de la tonte, nécessitant la mise en place d'une protection à titre préventif.</p>
Dégagement au rotofil des accès non accessibles avec la tondeuse	Découpe des bordures, angles, ...
Fertilisation de la pelouse	Par broyage fin de l'herbe, laissée sur place (mulching).
Défeutrage par scarification des pelouses	Il s'effectue en période de pleine végétation sur une pelouse préalablement tondue. Les déchets produits sont évacués de la pelouse.

ENTRETIEN DES HAIES, ARBUSTES ET MASSIFS	
Entretien général	Aspect ordonné, bonne santé des plantes, enlèvement des parties mortes
Entretien des pieds	Maintien d'un sol meuble et propre, enlèvement des mauvaises herbes NB : un paillis suffisamment épais (> 8cm) au pied des arbustes limite la pousse des mauvaises, le désherbage et l'arrosage.
Taille d'entretien courant, destinée à supprimer les rameaux qui ont fleuri pour en faire naître d'autres plus vigoureux et assurer le renouvellement progressif de la touffe. Sert également à régulariser la forme et réduire l'encombrement des sujets, supprimer les branches mortes et nettoyer la base des végétaux.	Suivant les besoins / la saison / la nature de plante / les indications du responsable de site Taille réalisée en hauteur et en largeur avec un matériel adapté, dans les règles de l'art préconisées pour ce type de prestation, avec prise en compte de chaque espèce
Taille de formation, destinée à produire des arbustes bien ramifiés et avec suffisamment de rameaux pour leur assurer un développement bien équilibré. Les branches frêles, mal placées ou trop nombreuses sont éliminées. Les rameaux trop lourds, les gourmands et les drageons sont supprimés.	Aucune modification des formes ou hauteur existantes ne peut se faire sans l'accord du responsable de site Les grosses plaies seront protégées à l'aide d'un produit répondant à la législation en vigueur, appliqué immédiatement après la coupe.
Spécificité Cour d'appel de Saint-Denis : bougainvillier sous les fenêtres des assises	Le niveau de l'arbuste doit rester en dessous de la fenêtre. La taille a lieu une fois par mois.
Plantes endémiques ou indigènes protégées	Elles seront identifiées dès le début du marché et feront l'objet d'une attention particulière quant aux spécificités de leur espèce
Griffage / binage de la terre	
DESHERBAGE	
Lutte contre les plantes indésirables des pelouses, parterres arbustifs et surfaces non plantées	Le désherbage est une pratique polluante. Il convient d'utiliser des techniques alternatives pour éliminer les mauvaises herbes, à l'aide de l'une des méthodes suivantes : - mécanique (binette, sarcloir, ...) - par aspersion de mousse à base d'amidon de maïs - désherbant sélectif autorisé
TRAITEMENTS / SOINS VEGETAUX	
Fertilisation / amendement	Amendement de type mulching (Recyclage par broyage des déchets verts) ou compost en priorité Engrais organiques si besoin, pour répondre aux besoins aux besoins nutritifs des plantes, conformes à la réglementation en vigueur et porteurs d'un écolabel
Arrosage	Chaque site assure la fourniture de l'eau. Arrosage réalisé suivant les systèmes d'irrigation mis en place au sein des juridictions concernées

GESTION DES DECHETS	
Ramassage des déchets verts et détritux avec évacuation immédiate	<p>En dehors des bois provenant de plantes malades, tous les déchets verts, peuvent être réutilisés sur place de différentes façons : éliminés par broyage, laissés sur place en mulching (y compris les déchets issus de la tonte de la pelouse), ou déposés dans un composteur en vue de leur réutilisation sur place ultérieurement, suivant les instructions du responsable de site.</p> <p>Ils peuvent être également évacués vers des sites extérieurs à des fins de recyclage ou de valorisation (ex. : amendement de surfaces agricoles, ...)</p> <p>Les déchets non recyclables sont évacués en déchetterie, suivant la législation en vigueur, contre remise d'un bordereau de suivi des déchets (BSD).</p>
PROJET D'AMENAGEMENT PAYSAGER	
Une proposition de projet d'aménagement paysager	<p>Les aménagements seront conçus, exécutés et entretenus conformément aux principes et objectifs de la mesure 14 de la circulaire Services publics écoresponsables n°6425/SG, du 21 novembre 2023 en application de la Stratégie nationale biodiversité 2030 pour la protection de la biodiversité.</p> <p>Annexe 1 : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/plan-transformation-ecologique-letat-services-publics-ecoresponsables-spe</p> <p>Annexe 2 : https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/strategie-nationale-biodiversite-2030#:~:text=La%20strat%C3%A9gie%20nationale%20biodiversit%C3%A9%202030%20(SNB)%20traduit%20l%60engagement,%2D2010%20et%202011%2D2020</p>

2.2.2. FREQUENCE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES

La fréquence des prestations souhaitée par l'acheteur renvoie à la gestion différenciée des espaces, adaptée à chacune des juridictions concernées par ce marché.

Cette démarche consiste à adapter l'entretien des espaces en fonction de leur nature, de leur situation et de leur usage. Elle se caractérise également par la mise en œuvre de pratiques de gestion différentes comme l'espacement des fréquences de tonte, le paillage des pieds d'arbres, de haies ou de massifs, la revalorisation des déchets.

La gestion différenciée des espaces est présentée ci-dessous par juridiction.

Lot n°1 : Cour d'appel de Saint-Denis				
Nature et détails des prestations		Zones allées & parkings	Zones pelouses	Zones végétalisées
Nettoyages des espaces extérieurs	Maintien de la propreté, inclus le ramassage des feuilles	1 fois / semaine *	1 ou 2 fois / semaine *	1 fois / mois
	Nettoyage des zones impactées par la projection de la tonte	A chaque tonte, soit 1 fois / mois		
	Ratissage des espaces gravillonnés	1 fois / trimestre		
Entretien des pelouses	Tonte		1 fois / mois	
	Dégagement au rotofil des zones difficilement accessibles		1 fois / mois	
	Fertilisation (mulching)		A chaque tonte	
	Scarification		1 fois / an	
Entretien des haies, arbustes et massifs	Entretien général			1 fois / mois
	Entretien des pieds			1 fois / mois
	Taille d'entretien courant			1 fois / mois
	Taille de formation			2 fois / an
	Griffage, binage de la terre			1 fois / an
Désherbage	Lutte contre les mauvaises herbes et plantes indésirables			1 fois / trimestre
Traitement et soins des végétaux	Fertilisation / amendement			A chaque taille d'entretien
	Arrosage			1 ou 2 fois / mois **
Gestion des déchets	Ramassage, valorisation ou évacuation des déchets verts et détrit	Déchets verts : à chaque coupe, taille ou ramassage Détritus : à chaque nettoyage des espaces		

* Ces prestations sont à effectuer :

- une fois par semaine le lundi pendant les mois de mai à octobre
- deux fois par semaine, les lundi et jeudi, de novembre à avril

** L'arrosage en pleine terre est réalisé deux fois par mois en saison sèche, et une fois par mois à la saison des pluies, si nécessaire. Le titulaire adaptera le rythme de cette prestation à un éventuel décalage de la saison habituelle suite aux observations constatées sur l'état des espaces verts.

Lot n°2 : Palais de justice de Saint-Denis				
Nature et détails des prestations		Zones allées & parkings	Zones pelouses	Zones végétalisées
Nettoyages des espaces extérieurs	Maintien de la propreté, inclus le ramassage des feuilles	1 ou 2 fois / semaine *	1 ou 2 fois / semaine *	1 fois / mois
	Nettoyage des zones impactées par la projection de la tonte	A chaque tonte **		
Entretien des pelouses	Tonte		1 ou 2 fois / mois **	
	Dégagement au rotofil des zones difficilement accessibles		1 ou 2 fois / mois **	
	Fertilisation (mulching)		A chaque tonte	
	Scarification		1 fois / an	
Entretien des haies, arbustes et massifs	Entretien général			1 fois / mois
	Entretien des pieds			1 fois / mois
	Taille d'entretien courant			1 fois / mois
	Taille de formation			2 fois / an
	Griffage, binage de la terre			1 fois / an
Désherbage	Lutte contre les mauvaises herbes et plantes indésirables			1 fois / trimestre
Traitement et soins des végétaux	Fertilisation / amendement			A chaque taille d'entretien
	Arrosage			1 ou 2 fois / mois **
Gestion des déchets	Ramassage, valorisation ou évacuation des déchets verts et détrit	Déchets verts : à chaque coupe, taille ou ramassage Détrit : à chaque nettoyage des espaces		

* Ces prestations sont à effectuer :

- une fois par semaine pendant les mois de mai à octobre
- deux fois par semaine de novembre à avril

** Ces prestations sont à effectuer :

- une fois par mois pendant les mois de mai à octobre
- deux fois par mois de novembre à avril

** L'arrosage en pleine terre est réalisé deux fois par mois en saison sèche, et une fois par mois à la saison des pluies, si nécessaire. Le titulaire adaptera le rythme de cette prestation à un éventuel décalage de la saison habituelle suite aux observations constatées sur l'état des espaces verts.

Lot n°3 : Palais de justice de Saint-Pierre				
Nature et détails des prestations		Zones allées & parkings	Zones pelouses	Zones végétalisées
Nettoyages des espaces extérieurs	Maintien de la propreté, inclus le ramassage des feuilles	1 ou 2 fois / semaine		
	Nettoyage des zones impactées par la projection de la tonte	A chaque tonte, soit 1 fois / mois		
Entretien des pelouses	Tonte		1 fois / mois	
	Dégagement au rotofil des zones difficilement accessibles		1 fois / mois	
	Fertilisation (mulching)		A chaque tonte	
	Scarification		1 fois / an	
Entretien des haies, arbustes et massifs	Entretien général			1 fois / mois
	Entretien des pieds			1 fois / mois
	Taille d'entretien courant			1 fois / mois
	Taille de formation			2 fois / an
	Griffage, binage de la terre			1 fois / an
Désherbage	Lutte contre les mauvaises herbes et plantes indésirables			1 fois / trimestre
Traitement et soins des végétaux	Fertilisation / amendement			A chaque taille d'entretien
	Arrosage		2 fois / mois *	2 fois / mois **
Gestion des déchets	Ramassage, valorisation ou évacuation des déchets verts et détrit	Déchets verts : à chaque coupe, taille ou ramassage Détritus : à chaque nettoyage des espaces		

* L'arrosage en pleine terre est réalisé deux fois par mois en saison sèche, et une fois par mois à la saison des pluies, si nécessaire. Le titulaire adaptera le rythme de cette prestation à un éventuel décalage de la saison habituelle suite aux observations constatées sur l'état des espaces verts.

2.2.3. GESTION DES DECHETS

Quel que soit le type de prestations, le coût de l'élimination est inclus dans les prix forfaitaires et hors forfait.

Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux non réutilisables sur place en centre de compostage ou dans un centre de traitement agréé. Il peut également les confier pour valorisation à des agriculteurs qui pourront les étendre dans leurs champs, aux pieds d'arbres fruitiers, ...

L'ensemble des détrit

us non végétaux est évacué en centre de traitement des déchets.

Aucun déchet, matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des lieux prévus à cet effet.

2.2.4. PRESTATIONS HORS FORFAIT

Les prestations hors forfait comprennent des typologies de prestations qui ont une fréquence variable selon les sites ou les interventions, ou qui présentent un caractère aléatoire.

Toute intervention hors forfait doit faire l'objet d'un devis préalable conforme au BPU, qui devra être validé par le responsable de site avant d'être transformé en bon de commande.

Les prestations ou besoins à fréquence variable concernent :

- un apport de terre végétale ou substrat
- un traitement phytosanitaire en cas d'infection d'arbustes ou de haies
- une plantation d'arbre, d'arbuste ou de plante hors projets d'aménagement forfaitaire
- l'arrachage d'un arbuste mort

2.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre des interventions qui lui sont demandées nécessitant l'usage de matériels générateurs de bruit, le titulaire veille à minima au respect de l'application de l'arrêté préfectoral N°037/DRASS/SE du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage pour exécuter ses prestations, ou de toute autre réglementation locale plus exigeante. Il s'engage par ailleurs à mettre à disposition de son personnel du matériel dont le niveau de bruit est aussi bas que techniquement possible.

2.3.1. TRAVAUX SUITE AUX INTEMPERIES

Suite aux intempéries (cyclone, vent fort ou pluie, ...), le titulaire devra remettre en état les espaces impactés dès que la météo le permettra, en nettoyant les feuilles et débris sur les espaces verts, voies de circulation et parkings.

2.3.2. SERVICE MINIMUM

Si des faits, qu'ils soient indépendants ou non de la volonté de l'entrepreneur (faits de grève notamment), risquent de provoquer des retards importants ou la non-exécution des prestations dont le titulaire a la charge, celui-ci doit prendre toutes les dispositions utiles pour faire assurer par tous moyens à sa convenance, un service minimum concernant les opérations élémentaires de propreté suivantes :

Nettoyage des zones allées et parkings

Enlèvement des feuilles sur toutes les zones

2.3.3. OBLIGATION D'ALERTE

En complément des obligations visées au CCAG-FCS, si, dans le cadre d'une intervention d'entretien, le titulaire constate la nécessité d'une intervention relevant d'une prestation hors forfait (maladies, parasites, ...), il s'engage à alerter le responsable de site dans les meilleurs délais.

2.4 MOYENS DU TITULAIRE

L'entretien des espaces verts est confié au titulaire qui doit affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des prestations attendues, qui lui permettront d'assurer un équilibre entre protection des ressources naturelles et respect de l'obligation de résultats à laquelle il est tenu.

2.4.1. LE PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire devra doter les personnels en activité, y compris le personnel d'encadrement, d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir, et favorisant l'identification visuelle de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail et des EPI (équipements de protection individuelle), s'il est démuné de son signe distinctif ou s'il présente une tenue négligée.

Pour assurer les prestations, le titulaire désigne une équipe avec l'agrément du responsable de site. Elle est constituée du responsable technique et administratif (RTA) et d'ouvriers paysagistes.

2.4.1.1. Le responsable technique et administratif

Le RTA est l'interlocuteur direct des responsables de site. Il est désigné dans l'offre du titulaire et agréé par le pouvoir adjudicateur. Il assure :

- la direction administrative, technique, financière et des ressources humaines de l'entreprise,
- l'organisation de chantiers et contrôle la bonne exécution du travail qu'il répartit entre ses collaborateurs et/ou les équipes.

Il doit répondre à toute convocation émanant du responsable de site et faire appliquer les consignes internes à chaque site par le personnel du titulaire.

Il est présent au moins une fois par mois sur chaque site et effectue des passages aléatoires aux fins de contrôle de la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

2.4.1.2. Le chef de chantier / d'équipe

Il gère en autonomie les travaux qui lui sont confiés et assure la coordination des équipes présentes en relation directe avec le RTA.

Le chef d'équipe, qui peut être œuvrant, est présent sur le site pendant toute la durée des prestations.

2.4.1.3. L'ouvrier paysagiste

Il reçoit des instructions afin d'assurer les travaux de création et d'entretien des espaces verts.

2.4.1.4. Compétences attendues

La filière étant impactée par l'évolution des conditions réglementaires en matière de sécurité au travail, d'utilisation de produits phytopharmaceutiques et de gestion des déchets, le personnel intervenant doit avoir des compétences techniques et des connaissances liées à son domaine d'activités pour l'ensemble des prestations définies dans le présent marché.

Elles porteront notamment sur :

- la taille des arbustes et des haies
- le traitement des sols et des plantes
- les maladies des végétaux
- l'arrosage et l'entretien du système d'arrosage
- l'entretien des zones de plantation
- l'entretien des pelouses et gazons (tonte, ramassage de l'herbe, aération, ...)
- l'entretien des équipements
- la gestion des déchets verts
- l'utilisation des produits et matériels
- une sensibilisation au respect de l'environnement, à la sécurité
- une approche juridique des missions en limite de propriété

La formation des équipes aux nouvelles méthodes de travail et aux nouveaux matériels est indispensable. Elle contribuera par ailleurs à éloigner une éventuelle réticence sur ces nouvelles méthodes pouvant être considérées comme non productives et consommatrices de temps.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par les responsables de site, qui se réservent le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander :

- le remplacement de tout membre du titulaire, ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie
- le renforcement en qualification du personnel ou en effectif du titulaire, afin de satisfaire aux obligations de résultat fixées au présent marché.

2.4.2. LES PRODUITS

Dans le cadre de la mise en place du plan Ecophyto II publié en octobre 2015, l'usage des produits phytopharmaceutiques est interdit sur les espaces verts ouverts au public depuis le 1er janvier 2017, en dehors des exceptions prévues par la loi.

Les produits autorisés, soumis à AMM (autorisation de mise sur le marché), sont très encadrés. Ils peuvent être utilisés selon un usage précis et nécessitent d'en avoir une parfaite connaissance.

Pour ce faire, conformément aux articles L254-1 à L254-12 du code rural et de la pêche maritime, l'achat et l'usage professionnels d'un produit phytopharmaceutique, qu'il soit de biocontrôle, utilisable en agriculture biologique ou à faible risque, ne peuvent être réalisés que par une personne détenant un certificat d'aptitude individuel de formation nommé Certiphyto ou CI-phyto, délivré par un organisme de formation agréé.

Par ailleurs, l'ANSES met à disposition des utilisateurs un catalogue exhaustif des produits autorisés, complétés de leurs fiches de données de sécurité (FDS), disponibles en fonction de leurs usages selon les couples produits /cibles, sur son site <https://ephy.anses.fr>.

Le titulaire devra s'adapter.

Les produits utilisés dans le cadre de ce marché sont fournis par le titulaire, qui en assure le choix, l'approvisionnement et le stockage.

Ils doivent être compatibles avec une utilisation en ZNA (zone non agricole).

Afin de participer activement à la réduction de l'impact environnemental, le titulaire utilise prioritairement des produits référencés par l'écolabel européen, régi par la norme ISO 14024, ou par la norme française "NF Environnement" (AFNOR).

Le cas échéant, l'acheteur accepte tout moyen de preuve répondant à des exigences a minima équivalents, ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans tout Etat membre de l'Union Européenne.

Les fiches techniques et FDS (fiches de données de sécurité) des produits utilisés par le titulaire sont obligatoirement fournies avec l'offre.

Le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est proscrit.

Le responsable de site se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation lui paraît susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers.

L'usage avéré d'un produit inadéquat ou de conditions d'applications inopportunes engage la responsabilité du titulaire et à ce titre, il remplace systématiquement les végétaux détruits et ceux portant des symptômes significatifs de toxicité, ainsi que tout produit refusé, à ses frais.

Toute modification ultérieure des produits et de leur qualité est soumise à l'accord préalable du responsable de site.

2.4.3. LES MATERIELS, L'OUTILLAGE

Le titulaire met à disposition de son personnel l'ensemble des matériels, outillages et consommables (sacs déchets, huiles et lubrifiants, ...) nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, et précise dans son offre :

- la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations et la sécurité des usagers et de son personnel
- une notice technique détaillée précisant notamment les caractéristiques (énergie, puissance, pression sonore, ...), et l'origine de ces matériels
- des références d'utilisation.

Les matériels doivent être en conformité avec les normes et les règlements de sécurité, en vigueur concernant la sécurité, la santé, et la lutte contre les bruits émis par les matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments. Afin de limiter au mieux les nuisances sonores, les candidats veilleront à proposer des matériels aussi silencieux que techniquement possible pour l'exécution des prestations demandées.

Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Toute modification ultérieure du parc de matériel est soumise à l'accord préalable du responsable de site, qui se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation lui paraît susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Afin de prévenir les risques de maladies, les outillages et matériels sont désinfectés avant et après chaque utilisation. Ils doivent être tenus en bon état de fonctionnement et seront régulièrement contrôlés ; ils doivent rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Nota bene : chaque représentant des sites bénéficiaires procèdera à des contrôles réguliers afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et produits annoncés dans le mémoire technique dans le cadre des mesures environnementales.

En cas de manquements récurrents constatés, il pourra être fait application des pénalités mentionnées à l'article 15 du CCAP.

Outre les matériels d'entretien, le titulaire devra également disposer de véhicules adaptés de type fourgon, camion à benne, ...

2.5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les conditions d'exécution, énoncées ci-après, sont communes aux lots n°1, 2 et 3 de la présente consultation.

2.5.1. PRISE EN CHARGE EN DEBUT DE MARCHÉ

Toutes les opérations préalables au début d'exécution du marché décrites ci-après font partie de son coût forfaitaire et ne sauraient faire l'objet d'un coût supplémentaire de facturation.

2.5.1.1. Identification et agrément du personnel intervenant

Après signature du marché, le personnel d'exécution est nommément désigné par le titulaire. Il doit être agréé préalablement au début des prestations.

A cet effet, au plus tard 15 jours avant le début du marché, le titulaire remet au responsable de site, avec copie au service marchés publics, la liste nominative de ces employés, accompagnée d'une fiche individuelle avec photo pour chaque agent, et des informations et documents suivants :

- nom et prénom
- copie de la pièce d'identité
- date d'embauche et ancienneté
- formation effectuée (diplôme obtenu, justificatif de qualification, attestation de formation)

Les fiches individuelles et la liste des personnels sont tenues à jour par le titulaire qui doit informer l'administration de toute modification avant la prise de poste d'un nouvel agent.

L'accès aux sites peut être refusé aux personnels ne figurant pas sur la liste nominative.

2.5.1.2. Inspection des sites

Dès la signature du marché, le titulaire contacte les responsables de chaque site dont les coordonnées figurent au règlement de la consultation, afin d'effectuer conjointement une inspection des sites avant le début de l'exécution de la prestation. A cette occasion, le responsable du site communique par écrit les consignes liées à l'accès, au fonctionnement de la juridiction et toute information utile au déroulement de la prestation.

2.5.1.3. Plan de prévention

A l'issue de cette inspection, le titulaire devra présenter au chef d'établissement de chaque site concerné un plan de prévention identifiant les risques liés à la co-activité de ses agents et des occupants du sites, ainsi que les mesures de prévention qui s'y rapportent.

2.5.1.4. Organisation des prestations

Le titulaire assure l'encadrement de l'ensemble des opérations liées à son activité, avec le respect :

- des plannings
- de la bonne exécution des tâches
- des consignes particulières données par le responsable de site
- de la remise en état impeccable du chantier après intervention, comprenant nettoyage et évacuation des déchets

Les fréquences, jours et horaires sont indiqués sur les plannings mentionnés aux articles 2.1 et 2.3 du présent document. Les horaires d'intervention correspondent à des plages horaires maximales, dans le cadre desquelles chaque candidat proposera dans son mémoire technique un nombre d'heures d'exécution pour la réalisation des prestations.

La programmation des opérations est établie pour une année complète. Elle pourra être adaptée contradictoirement par le titulaire et le responsable de site, dans le respect de la réglementation en vigueur relative à la lutte contre les bruits du voisinage, et sans que cela impacte le nombre d'interventions forfaitaires prévues sur une année.

Sauf accord préalable du responsable de site, le titulaire ne pourra déplacer ou reporter aucune intervention.

2.5.1.5. Accès aux locaux

Si nécessaire, il sera remis aux agents du titulaire, à la discrétion du responsable de site, les moyens d'accès nécessaires pour leur permettre d'effectuer leurs prestations d'entretien des espaces verts.

Le titulaire est responsable de leur utilisation et de leur garde. Ils seront restitués à tout moment sur simple demande du responsable de site.

Toute copie de ces moyens d'accès est interdite et peut donner lieu à poursuites et à rupture du marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au responsable de site toute perte.

2.5.2. HORAIRES

Le marché étant à obligation de résultat, le volume horaire ne sera pas contractualisé ; seul le résultat sera pris en compte dans le contrôle des prestations.

2.5.3. SECURITE

2.5.3.1. Sécurité des personnes et des biens

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant l'exécution des prestations et pour la bonne organisation de ses chantiers, dans le respect du Code du travail et du Code de la route.

Lors de chaque intervention, il prend toutes les précautions nécessaires aux fins de sécurisation du périmètre et protection des ouvrages.

Il instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

Il s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site, ainsi que les consignes données par le responsable de site, et le sensibilise plus particulièrement aux règles de sécurité du travail concernant l'utilisation des équipements de sécurité.

Toutes les précautions sont prises pour que l'état des bâtiments, véhicules stationnés dans l'enceinte de la juridiction, aménagements, ... ne soit pas altéré par les interventions.

Le titulaire doit toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits employés par lui, ou des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge.

2.5.3.2. Signalisation des travaux

Chaque fois que cela sera nécessaire le titulaire devra prendre, préalablement et pendant les travaux, à ses frais et après approbation du responsable de site, toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de la présence de zones interdites.

Ces dispositions concernent notamment :

- les fournitures, mise en place et repliement des panneaux de signalisation, cônes, ...
- les demandes d'affichage des autorisations de voirie qui s'avèreraient nécessaires à la bonne organisation des interventions
- l'information des usagers concernant les demandes de déplacement de véhicules
- l'adaptation des mesures de sécurité aux différents endroits

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le responsable de site se réserve le droit de prendre toute mesure utile, aux frais du titulaire et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

ARTICLE 3 - LOT N° 4 : ELAGAGE / ENTRETIEN DES ARBRES

3.1 COORDONNÉES DES SITES CONCERNÉS

Site	Adresse
Cour d'appel de Saint-Denis	166, rue Juliette Dodu - CS61035 97404 Saint-Denis cedex dg.ca-st-denis-de-la-reunion@justice.fr
Palais de Justice de Saint-Denis	5, avenue André Malraux Champ Fleuri - CS81027 97495 Sainte Clotilde cedex dg1.tj-st-denis-reunion@justice.fr
Palais de Justice de Saint-Pierre	28, rue Archambaud - CS70040 97410 Saint-Pierre dg.tj-st-pierre-de-la-reunion@justice.fr

3.2 PRESTATIONS ATTENDUES

3.2.1. PRESTATION ANNUELLE D'ELAGAGE

Une intervention annuelle d'élagage précédée d'un état des lieux avec le responsable de site devra faire l'objet d'un devis préalable conforme au BPU.

Le devis qui devra être validé par le responsable de site avant d'être transformé en bon de commande.

3.2.1.1. Élagage

La prestation attendue consiste à tailler certaines branches d'un arbre pour en orienter ou limiter le développement. L'acheteur fait le choix d'une taille raisonnée, qui permet aux arbres de se développer en harmonie avec les contraintes de leur environnement.

La taille radicale doit se limiter à des circonstances exceptionnelles (dégâts naturels ou mécaniques).

Dans le cadre du présent lot, la taille comprend :

a) La taille d'entretien

Elle nettoie l'arbre de son bois mort ou dépérissant et supprime des branches mal placées ou sans avenir.

En éclaircissage, il est procédé à l'allègement des charpentières par suppression des branches et des rameaux.

b) La taille de réduction du houppier

Réalisée dans le but d'éviter que les arbres prennent une extension incompatible avec les contraintes d'environnement, cette taille est réalisée dans les cas suivants :

- espaces trop exigus
- dans le cas de gabarits ayant des empattements trop faibles
- branches à proximité de bâtiments ou présentant un risque (lignes aériennes de réseau, ...)
- branches en dehors de la limite de propriété

Les arbres sont ramenés à des proportions moindres sans modification de silhouette.

3.2.1.2. Diagnostic

Dans les deux mois suivants la signature du marché, le titulaire devra procéder à un diagnostic pour chacune des juridictions et **puis chaque année deux mois avant la période cyclonique.**

- de dresser un état des lieux pour informer les responsables de site de la santé des arbres de leur parc,
- de déterminer les besoins d'élagage et les éventuelles prestations aléatoires à réaliser.
Le diagnostic fait l'objet d'un compte-rendu écrit par le titulaire, à soumettre à l'approbation du responsable de site dans un délai maximum de un (1) mois suivant la visite.

Dans l'éventualité d'une prolongation du marché, et au moment de la prestation d'élagage, le titulaire dresse un état des lieux du parc arboré qu'il transmet au responsable de site pour les prestations à réaliser dans le cadre de la reconduction.

3.2.2. PRESTATIONS ALEATOIRES SUR BON DE COMMANDE

Les prestations aléatoires ont une fréquence variable selon les sites ou les interventions.

Toute intervention doit faire l'objet d'un devis préalable conforme au BPU, qui devra être validé par le responsable de site avant d'être transformé en bon de commande.

3.2.2.1. Abattage

L'abattage des arbres dangereux ou creux s'effectue en accord avec le responsable de site, suivant les contraintes du site.

L'opération doit être menée de façon à préserver la sécurité des personnes et des biens, et ne pas porter atteinte à la végétation environnante.

Cette opération comprend :

- la mise en place et le retrait des équipements de sécurité nécessaires
- la location éventuelle de véhicules, engins nécessaires à l'exécution de la prestation
- les travaux préparatoires (taille de rapprochement, encordage, ...)
- l'abattage
- le débitage, broyage
- Le ramassage et l'évacuation des déchets sans délai
- le nettoyage de la zone après intervention

L'élimination de cette souche nécessite une prestation de dessouchage.

3.2.2.2. Dessouchage

Le titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques liés au dessouchage (endommagement des réseaux, des fondations, pollution des sols, empoisonnement de l'environnement végétal et animal, ...) et respecte la réglementation en vigueur encadrant l'usage des biocides ou du dessouchage chimique.

Le titulaire a la possibilité d'utiliser l'une des techniques suivantes :

a) Dessouchage mécanique

Quelques soit les techniques utilisées, le dessouchage est conduit de manière à éviter toute détérioration des équipements périphériques (toutes les précautions sont prises pour éviter la dégradation d'éventuels réseaux souterrains) et des environs.

Dans tous les cas, le dessouchage comporte l'élimination des souches et de leurs racines souterraines de surface jusqu'à 20 centimètres de profondeur de la surface du sol. Les trous sont comblés immédiatement sans détériorer l'environnement périphérique.

En cas d'impossibilité, les fosses non comblées font l'objet d'une protection particulière par barrières ou clôtures de protection et d'un balisage visible de jour comme de nuit, jusqu'au comblement.

Le titulaire doit procéder à l'enlèvement complet de la souche et de ses résidus.

Il comprend :

- la mise en place et le retrait des équipements de sécurité nécessaires
- la location éventuelle de véhicules, engins nécessaires à l'exécution de la prestation
- les travaux préparatoires (encordage, ...)
- l'essouchement
- l'application des éventuels produits
- la signalisation de l'excavation jusqu'au comblement, s'il y a lieu
- le comblement de l'excavation en terre végétale
- le ramassage et évacuation des déchets sans délai
- le nettoyage de la zone après intervention

b) Dévitalisation

Elle est réalisée dans les règles de l'art et dans le respect de la réglementation en vigueur, et comprend :

- mise en place et retrait des équipements de sécurité nécessaires
- la location éventuelle de véhicules, engins nécessaires à l'exécution de la prestation
- les travaux préparatoires, y compris le rafraîchissement des coupes si réalisées depuis plus de 48h
- l'application du produit
- la protection et l'isolation de la souche de façon hermétique vis-à-vis des personnes et des animaux ainsi que le maintien et l'entretien du dispositif pour la durée nécessaire.

3.2.2.3. Intervention en cas d'urgence

Dans l'hypothèse d'une intervention à réaliser en urgence, afin d'écarter tout danger causé par un ou plusieurs arbres, le titulaire du marché doit pouvoir mobiliser sous 48 heures maximum tous les moyens humains et matériels pour écarter et supprimer tout danger causé par un ou plusieurs arbres.

3.2.2.4. Traitement phytosanitaire d'un arbre

En cas de maladie, d'infestation de parasites ou de besoin de traitement préventif.

3.2.2.5. Travaux suite aux intempéries

Suite aux intempéries (cyclone, vent fort ou pluie, ...), le titulaire pourra être consulté si besoin par le responsable de site afin de sécuriser le site et remettre en état les espaces impactés dès que la météo le permettra, en évacuant les branches tombées.

3.2.3. GESTION DES DECHETS

Quel que soit le type de prestations, le coût de l'élimination est inclus dans les prix forfaitaires et hors forfait.

Le titulaire procède au nettoyage du périmètre, et utilise, dans le cadre de la valorisation des déchets de coupe, l'une des démarches indiquées ci-après :

- débit et broyage des branchages et parties de l'arbre récupérables en vue de leur réutilisation
- évacuation des déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou de valorisation, ou dans un centre de traitement agréé.
- valorisation du bois non broyé en bois d'ébénisterie, bois de chauffe, ...

L'ensemble des détritux non végétaux est évacué en centre de traitement des déchets agréé.

Les déchets de coupe occasionnés ne peuvent en aucun cas être déposés dans la nature.

3.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre des interventions qui lui sont demandées nécessitant l'usage de matériels générateurs de bruit, le titulaire veille au respect de l'application de l'arrêté préfectoral N°037/DRASS/SE du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage pour exécuter ses prestations, ou de toute autre réglementation locale plus exigeante.

Il s'engage par ailleurs à mettre à disposition de son personnel du matériel dont le niveau de bruit est aussi bas que techniquement possible.

3.3.1. OBLIGATION D'ALERTE

En complément des obligations visées au CCAG-FCS, le titulaire devra signaler au responsable du site toutes les actions nécessaires au maintien en état sanitaire et de sécurité des zones arborées des espaces verts de chaque juridiction.

3.3.2. PREVENTION DES DOMMAGES

Si le titulaire est amené à travailler à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés ou aériens, il doit se rapprocher des exploitants des réseaux et se conformer à la législation en vigueur.

A cet effet, il remplit une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), et la transmet une fois validée par lui-même et le maître d'ouvrage, aux concessionnaires concernés via le Guichet unique, au moins 10 jours avant le début de l'intervention. Une copie est remise au pouvoir adjudicateur.

Pour toute intervention à réaliser en limite de propriété, le titulaire devra déposer une demande d'autorisation au moins 10 jours avant le début des travaux au pouvoir adjudicateur.

3.4 MOYENS DU TITULAIRE

3.4.1. LE PERSONNEL

Le titulaire devra doter les personnels en activité, y compris le personnel d'encadrement, d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir, et favorisant l'identification visuelle de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail et des EPI (équipements de protection individuelle), s'il est démuné de son signe distinctif ou s'il présente une tenue négligée.

Pour assurer les prestations, le titulaire désigne d'une équipe, avec l'agrément du responsable de site, constituée :

- du responsable technique et administratif (RTA)
- d'un chef de chantier / d'équipe
- un élagueur ou grimpeur-élagueur
- un ouvrier

3.4.1.1. Le responsable administratif et technique

Le RTA est l'interlocuteur direct des responsables de site. Il est désigné dans l'offre du titulaire et agréé par le pouvoir adjudicateur. Titulaire d'un BTS Aménagement paysager ou d'un BTSA en horticulture, ou équivalent, il assure :

- la direction administrative, technique, financière et des ressources humaines de l'entreprise,
- l'organisation de chantiers et contrôle la bonne exécution du travail qu'il répartit entre ses collaborateurs et/ou les équipes.

Il doit répondre à toute convocation émanant du responsable de site et faire appliquer les consignes internes à chaque site par le personnel du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

3.4.1.2. Le chef de chantier / d'équipe

Il gère en autonomie les travaux qui lui sont confiés et assure la coordination des équipes présentes en relation hiérarchique directe avec le RTA.

Le chef d'équipe, qui peut être œuvrant, est présent sur le site pendant toute la durée des prestations.
A chercher niveau réglementation

3.4.1.3. L'élagueur / grimpeur-élagueur / arboriste-élagueur

Il réalise des opérations techniques de soins et de taille des arbres en hauteur, dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment dans la prévention des risques de chutes liés aux travaux réalisés dans les arbres au moyen de cordes.

Spécialiste du végétal, et principalement des arbres, il maîtrise aussi les techniques de grimpe et d'évolution en hauteur qui nécessitent des compétences sportives, une bonne condition et résistance sportive, et un équipement adapté (harnais, casque, lunettes de protection, chaussures de sécurité, ...).

Il travaille avec un homme de pied qui surveille sa progression, sous la responsabilité du chef d'équipe.

Il sécurise le périmètre de son activité et gère les déchets issus de sa prestation.

Exercer la profession d'élagueur nécessite l'obtention des diplômes et certificats suivants ou équivalents :

- BP ou bac pro ou BTSA Aménagements paysagers
- Certificat de Spécialisation "Arboriste-élagueur" ou "Taille et soins aux arbres"
- Certificat CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité des équipements de travaux mobiles automoteurs et des équipements de levage). A défaut de CACES détenu par l'élagueur, l'ouvrier restant au sol pendant la durée de la prestation devra en être titulaire.

3.4.1.4. L'ouvrier

Il assiste l'élagueur et assure sa sécurité en surveillant sa progression depuis le sol.

Il doit être qualifié et expérimenté au fait des techniques de secours, et disposer des outils et EPI appropriés.

Il est détenteur d'un CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité des équipements de travaux mobiles automoteurs et des équipements de levage) dans l'hypothèse où l'élagueur n'en détient pas.

3.4.1.5. Compétences attendues

La filière étant impactée par l'évolution des conditions réglementaires en matière de sécurité au travail, d'utilisation de produits phytopharmaceutiques et de gestion des déchets, le personnel intervenant doit avoir des compétences techniques et des connaissances liées à son domaine d'activités pour l'ensemble des prestations définies dans le présent marché.

Elles porteront notamment sur :

- la taille et l'élagage des arbres
- l'abattage des arbres
- les soins sur le patrimoine arboré
- la valorisation des déchets verts
- les techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes, de descente en rappel
- l'entretien des équipements
- l'utilisation des produits et matériels
- une sensibilisation au respect de l'environnement, à la sécurité
- une approche juridique des missions en limite de propriété

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par les responsables de site, qui se réservent le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander :

- le remplacement de tout membre du titulaire, ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie
- le renforcement en qualification du personnel ou en effectif du titulaire, afin de satisfaire aux obligations de résultat fixées au présent marché.

3.4.2. LES PRODUITS

Les produits doivent répondre aux préconisations de l'article 2.3.2 du présent document.

3.4.3. LES MATERIAUX, L'OUTILLAGE

Le titulaire met à disposition de son personnel l'ensemble des matériels, outillages et consommables (sacs déchets, huiles et lubrifiants, ...) nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, et précise dans son offre :

- la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations et la sécurité des usagers et de son personnel
- une notice technique détaillée précisant notamment les caractéristiques (énergie, puissance, pression sonore, ...), et l'origine de ces matériels
- des références d'utilisation.

Des moyens techniques particuliers peuvent être mis à la disposition du personnel intervenant par le titulaire en fonction des nécessités de l'intervention, comme :

- matériel spécialisé (échelle, nacelle, tronçonneuse, scie, cordage)
- matériel de protection biologique intégrée éventuelle
- véhicule poids lourd avec grue et pince

Quels que soient les matériels mis à disposition, le titulaire s'assure de leur conformité avec les normes et les règlements de sécurité en vigueur, ainsi que dans le domaine de la lutte contre les bruit émis par les matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments. Tout matériel non conforme ou dangereux doit être mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Toute modification ultérieure du parc de matériel est soumise à l'accord préalable du responsable de site, qui se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation lui paraît susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers.

Afin de prévenir les risques de maladies, les outillages et matériels sont désinfectés avant et après chaque utilisation. Ils doivent être tenus en bon état de fonctionnement et seront régulièrement contrôlés ; ils doivent rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Nota bene : chaque représentant des sites bénéficiaires procèdera à des contrôles afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et produits annoncés dans le mémoire technique dans le cadre des mesures environnementales.

En cas de manquements récurrents constatés, il pourra être fait application des pénalités mentionnées à l'article 15 du CCAP.

3.5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.5.1. PRISE EN CHARGE EN DEBUT DE MARCHÉ

Toutes les opérations préalables au début d'exécution du marché décrites ci-après font partie de son coût forfaitaire et ne sauraient faire l'objet d'un coût supplémentaire de facturation.

3.5.1.1. Identification et agrément du personnel intervenant

Après signature du marché, le personnel d'exécution est nommément désigné par le titulaire. Il doit être agréé préalablement au début des prestations.

A cet effet, au plus tard 15 jours avant le début de l'intervention, le titulaire remet au responsable de site la liste nominative de ces employés, accompagnée d'une fiche individuelle avec photo pour chaque agent, et des informations et documents suivants :

- nom et prénom
- copie de la pièce d'identité
- date d'embauche et ancienneté
- formation effectuée (diplôme obtenu, justificatif de qualification, attestation de formation)

Les fiches individuelles et la liste des personnels sont tenues à jour par le titulaire qui doit informer l'administration de toute modification avant la prise de poste d'un nouvel agent.

L'accès aux sites peut être refusé aux personnels ne figurant pas sur la liste nominative.

3.5.1.2. Plan de prévention

A l'issue de cette inspection, le titulaire devra présenter au chef d'établissement de chaque site concerné un plan de prévention identifiant les risques liés à la coactivité de ses agents et des occupants du sites, ainsi que les mesures de prévention qui s'y rapportent.

3.5.1.3. Organisation des prestations

Le titulaire assure l'encadrement de l'ensemble des opérations liées à son activité, avec le respect :

- de la date d'intervention convenue avec le responsable de site
- de la bonne exécution des tâches
- des consignes particulières données par le responsable de site
- de la remise en état impeccable du chantier après intervention, comprenant nettoyage et évacuation des déchets.

L'intervention forfaitaire annuelle sera programmée suite à la visite de diagnostic de début de marché, avec le responsable de site.

3.5.2. SECURITE

3.5.2.1. Sécurité des personnes et des biens

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant l'exécution des prestations et pour la bonne organisation de ses chantiers, dans le respect du Code du travail et du Code de la route.

Lors de chaque intervention, il prend toutes les précautions nécessaires aux fins de sécurisation du périmètre et protection des ouvrages.

Il instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

Il s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site, ainsi que les consignes données par le responsable de site, et le sensibilise plus particulièrement aux règles de sécurité du travail concernant l'utilisation des équipements de sécurité.

Toutes les précautions sont prises pour que l'état des bâtiments, véhicules stationnés dans l'enceinte de la juridiction, aménagements, ... ne soit pas altéré par les interventions.

Le titulaire doit toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits employés par lui, ou des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge.

3.5.2.2. Signalisation des travaux

Chaque fois que cela sera nécessaire le titulaire devra prendre, préalablement et pendant les travaux, à ses frais et après approbation du responsable de site, toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de la présence de zones interdites.

Ces dispositions concernent notamment :

- les fournitures, mise en place et repliement des panneaux de signalisation, cônes, ...
- les demandes d'affichage des autorisations de voirie qui s'avèreraient nécessaires à la bonne organisation des interventions
- l'information des usagers concernant les demandes de déplacement de véhicules
- l'adaptation des mesures de sécurité aux différents endroits

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le responsable de site se réserve le droit de prendre toute mesure utile, aux frais du titulaire et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

ARTICLE 4 - CRITERES DE QUALITE & CONTROLE DES PRESTATIONS

Le contrôle qualité consiste à s'assurer de la conformité de la prestation effectuée par le titulaire vis-à-vis du présent cahier des charges. Le contrôle devra permettre de mettre en évidence les anomalies liées à la prestation et de s'assurer que le titulaire met en œuvre rapidement les dispositions afin de corriger les anomalies identifiées.

Principes :

- Pour les prestations forfaitaires, le titulaire fait des auto-contrôles, et le responsable de site procède à des contrôles d'une manière inopinée ou contradictoire sur un ensemble d'espaces.
- Pour les prestations hors forfait, le représentant de l'acheteur vérifie, après réalisation des prestations, que celles-ci sont conformes à la demande et aux prescriptions du cahier des charges afin d'établir le service fait.

4.1 AUTO-CONTROLE

Le titulaire s'engage à effectuer un auto-contrôle sur les prestations réalisées par ses collaborateurs.

Cette opération consiste à vérifier que toutes les prestations prévues au titre du présent marché sont effectivement réalisées. Elle sera assurée par un autre salarié que celui qui a effectué la prestation, ou par le responsable technique et administratif (RTA) nommé par le titulaire, et fera l'objet d'un compte-rendu écrit transmis au directeur du site avec copie au service des marchés publics.

4.2 CONTROLE CONTRADICTOIRE

Les contrôles qualité contradictoires sont effectués par le responsable de site ou son représentant, en présence du RTA.

Pendant le premier trimestre d'exécution, la fréquence des contrôles contradictoires sera fixée à une fois par mois pour les lots n°1, 2 et 3 du présent marché. Au-delà de cette période, leur fréquence sera fixée par les responsables de chaque site.

En cas de non-conformité d'une prestation, le titulaire sera invité par écrit, par le directeur du site, à rétablir immédiatement le niveau de qualité attendu par une action corrective à sa charge. Cette correction ne l'exonère pas de l'application des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.